

PRÉFECTURE  
Direction des Collectivités Locales  
et des Procédures Publiques  
Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées  
SK/183

## A R R E T E

**du 1er juillet 2016 portant mise en demeure à la Communauté  
de Communes de la Région de Guebwiller,  
pour son installation de production et valorisation de biogaz et  
ses installations connexes exploitées sur le site de la  
station d'épuration d'eaux usées d'Issenheim, au titre du  
code de l'environnement**

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8-I,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2008-064-14 du 4 mars 2008 portant autorisation d'exploiter un digesteur avec valorisation de biogaz, à la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, pour son installation située sur le site de la station d'épuration urbaine à Issenheim,
- VU** la lettre préfectorale du 10 mars 2010 considérant notamment que la détection de CO<sub>2</sub> n'est pas nécessaire compte tenu de la présence d'un détecteur CO,
- VU** la lettre de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller du 21 avril 2010 demandant le bénéfice de l'antériorité, pour le digesteur, suite au décret du 29 octobre 2009 modifiant la nomenclature des installations classées (rubriques 2780, 2781 et 2782),
- VU** la visite d'inspection au titre des installations classées de l'établissement du 31 mai 2016,
- VU** le rapport du 27 juin 2016 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDERANT** que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé s'appliquent à l'installation de production et valorisation de biogaz et aux installations connexes à l'exploitation du digesteur ; notamment les installations et équipements qui ne sont pas liés à l'apport d'eaux usées urbaines provenant du réseau communal d'assainissement (apport des jus industriels par exemple), les boues entrant dans le digesteur, le fonctionnement du digesteur, le stockage du

biogaz, l'installation de combustion du biogaz, la gestion sur le site de la STEP des boues issues du digesteur,

**CONSIDERANT** que des modifications d'exploitation ont été réalisées au niveau des installations connexes à l'installation de production et valorisation de biogaz depuis le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, notamment s'agissant des conditions d'apport et dépotage de jus industriels, qui n'ont pas été portées à la connaissance du préfet, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé,

**CONSIDERANT** que l'exploitant utilise de l'eau à des fins de lavage du sol de l'aire de chargement des boues déshydratées, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 9-1 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé,

**CONSIDERANT** que l'aire de déchargement des jus industriels (*transport en véhicules citernes*) n'est pas associée à une cuvette de rétention, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 9-2-3 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé,

**CONSIDERANT** que l'exploitant ne peut justifier de la vérification que le bassin d'orage est apte à remplir le rôle de confinement des eaux d'extinction incendie, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 9-2-4 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé,

**CONSIDERANT** que des eaux pluviales de ruissellement de la partie Est de l'aire de chargement des boues et de la voirie devant et à proximité de la partie Est du hangar de stockage de boues ne sont pas dirigées vers le réseau de traitement des eaux de la STEP mais rejetées au milieu naturel, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 9-3-2 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé,

**CONSIDERANT** l'absence de détection de H<sub>2</sub>S au niveau de la chaufferie, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 18-1-4 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé,

**CONSIDERANT** l'absence d'enregistrement de la température de la torchère ou de justification d'un système régulier de suivi, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 18-1-7 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé,

**CONSIDERANT** l'absence de détection de H<sub>2</sub>S au niveau du local de compression, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 18-4-1 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé,

**CONSIDERANT** en conséquence que la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller ne respecte pas les prescriptions d'exploiter des articles 5, 9-1, 9-2-3, 9-2-4, 9-3-2, 18-1-4, 18-1-7 et 18-4-1 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé et que sont donc ainsi réunies les conditions qui permettent la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure définie à l'article L171-8-I du code de l'environnement,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## ARRÊTE

**Article 1er :**

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 1 rue des Malgré-Nous - BP114 à GUEBWILLER (68502), est mise en demeure de respecter les prescriptions techniques des articles 5, 9-1, 9-2-3, 9-2-4, 9-3-2, 18-1-4, 18-1-7 et 18-4-1 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé, reprises aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants, qui s'appliquent à son installation de production et valorisation de biogaz et à ses installations et équipements connexes, situés au sein de la station d'épuration des eaux usées route de Merxheim à Issenheim.

**Article 2 :**

**Dans un délai de 2 mois**, et conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 4 mars 2008 susvisé s'agissant des modifications d'exploitation intervenues sur le site notamment s'agissant des conditions d'apport et de dépotage de jus industriels :

*« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée (...). ».*

**Article 3 :**

**Dans un délai de 2 mois**, et conformément aux dispositions de l'article 9-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 4 mars 2008 susvisé s'agissant du prélèvement et de la consommation d'eau :

*« La digestion des boues, la chaudière et les autres installations connexes au digesteur ne nécessitent pas d'utilisation d'eau. ».*

**Article 4 :**

**Dans un délai de 2 mois**, et conformément aux dispositions de l'article 9-2-3 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 4 mars 2008 susvisé s'agissant de l'aire de dépotage des jus industriels :

*« Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. (...) ».*

**Article 5 :**

**Dans un délai de 2 mois**, et conformément aux dispositions de l'article 9-2-4 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 4 mars 2008 susvisé s'agissant de l'utilisation du bassin d'orage comme bassin de confinement des eaux d'extinction incendie et de la justification du fait que ce bassin d'orage est apte à être utilisé comme bassin de confinement même en période d'orage :

*« Les installations sont équipées d'un bassin de confinement (ou dispositif équivalent) permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 250 m<sup>3</sup>.*

*Si le bassin d'orage est utilisé à ces fins :*

- *un dispositif devra permettre de s'assurer que ce dernier volume soit normalement vide.*
- *la vérification du dimensionnement du bassin d'orage sera envoyée pour validation au Préfet (...).*

*Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. ».*

#### **Article 6 :**

**Dans un délai de 2 mois**, et conformément aux dispositions de l'article 9-3-2 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 4 mars 2008 susvisé s'agissant de la partie Est de l'aire de chargement des boues déshydratées et de la voirie devant la partie Est du hangar de stockage des boues :

*«Les eaux pluviales des voiries, parkings sont dirigées vers le réseau de traitement des eaux de la station d'épuration».*

#### **Article 7 :**

**Dans un délai de 2 mois**, et conformément aux dispositions de l'article 18-1-4 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 4 mars 2008 susvisé s'agissant de l'installation d'un détecteur de H<sub>2</sub>S au niveau de la chaufferie :

*« (...) Le système de détection de soufre (H<sub>2</sub>S) relié à une alarme sonore et lumineuse en façade du bâtiment. (...) ».*

#### **Article 8 :**

**Dans un délai de 2 mois**, et conformément aux dispositions de l'article 18-1-7 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 4 mars 2008 susvisé s'agissant de la mesure de la température des gaz de la torchère de biogaz :

*«(...) Les gaz de combustion de la torchère doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant au moins 0,3 seconde. La température est mesurée en continu et fait l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. »*

#### **Article 9 :**

**Dans un délai de 2 mois**, et conformément aux dispositions de l'article 18-4-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 4 mars 2008 susvisé s'agissant du détecteur de H<sub>2</sub>S au niveau du local de compression:

*« (...) Le local sera équipé d'un détecteur de CH<sub>4</sub> et d'un détecteur de H<sub>2</sub>S. »*

**Article 10 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 11 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de THANN-GUEBWILLER et la Directrice Régionale de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à COLMAR, le 1er juillet 2016

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Signé

Christophe MARX

**Délais et voie de recours :**

(article R. 514-3-1 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.